

Perspectives chinoises

2009/3 | 2009 L'impasse au Tibet

Les « nouveaux villages socialistes » en Région autonome du Tibet

Remodeler le paysage rural, contrôler les populations

Françoise Robin



Édition électronique

URL: http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5306

ISSN: 1996-4609

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination: 60-68 ISSN: 1021-9013

Référence électronique

Françoise Robin, « Les « nouveaux villages socialistes » en Région autonome du Tibet », Perspectives chinoises [En ligne], 2009/3 | 2009, mis en ligne le , consulté le 20 avril 2019. URL : http:// journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5306

© Tous droits réservés

Les « nouveaux villages socialistes » en Région autonome du Tibet

remodeler le paysage rural, contrôler les populations (1)

FRANÇOISE ROBIN

L'établissement des « nouveaux villages socialistes » (2006-2010) en Région autonome du Tibet vise la relocalisation de 50 à 80 % des ruraux, dont la pratique agricole et pastorale est considérée comme « arriérée » et « non scientifique ». En théorie, cette politique a pour objectif l'avènement d'une ruralité « hygiénique » et « entreprenante ». Ce projet social de vaste ampleur, encore peu étudié, aura sans aucun doute des répercussions profondes sur la ruralité tibétaine.

es observateurs de la question tibétaine s'inquiètent régulièrement de l'évolution de la composition démographique du Tibet en Chine (2). Ils pointent du doigt le déséquilibre démographique (5,4 millions de Tibétains contre 1,25 milliard de Hans selon le recensement 2000), craignent l'effet des vases communicants entre un ouest vide et un est surpeuplé et s'alarment de l'impact du train qui depuis 2006 relie sept villes chinoises à Lhasa (3).

Toutefois, en Région autonome du Tibet (RAT), seules les zones urbaines ou périurbaines semblent pour l'instant être sujettes à un afflux de populations allogènes. Le haut plateau, où l'on pratique une agriculture et un pastoralisme de haute montagne, a été préservé jusqu'à maintenant des migrations. Si la sinisation des campagnes n'est donc pas encore d'actualité, la société rurale est toutefois, depuis 2006, en proie à un bouleversement local de fond, encore mal évalué, qui modifie l'espace habité, « schéma projeté sur le sol des structures sociales (4) ». Ce bouleversement risque d'affecter à plus long terme la structuration de l'identité individuelle et collective tibétaine. En effet, au nom de la politique des « nouveaux villages socialistes », les nomades sont sédentarisés et les agriculteurs relogés, afin d'accélérer leur mutation vers une ruralité rationnelle, ordonnée, densifiée, hygiénique, mais également entrepreneuriale, rompant avec le mode de vie traditionnel encore en vigueur.

Des campagnes massives de sédentarisation ont déjà été menées dans les zones d'élevage mobile hors de la RAT. Là,

depuis 2000 au moins, au nom de l'écologie (5) ou du « développement », les éleveurs tibétains doivent se fixer dans de nouveaux villages (6), provoquant déstructuration économique et sociale. La campagne lancée un peu plus tardivement en RAT (2006) risque d'avoir un impact similaire, puisqu'elle touchera les éleveurs comme les sédentaires et cela sur une grande échelle et à très grand vitesse. Le présent article dresse un premier constat de ce vaste mouvement de relocalisation et en évoque les possibles conséquences.

- L'enquête de terrain étant délicate en RAT, voire quasiment impossible depuis 2008, ce travail s'appuie en partie sur des sources chinoises officielles, papier ou électroniques. Les pages Internet mentionnées en note ont toutes été vérifiées le 24 mai 2009.
- « Tibet » est ici entendu au sens de la zone de population tibétaine de Chine, qui couvre environ 25 % du territoire chinois. Le dernier recensement en date (2000) donnait pour la RAT 2,4 millions de Tibétains ; 1,3 million au Sichuan ; 1,1 million au Qinghai ; 0,4 million dans le Gansu ; 0,13 million au Yunnan. Plus de la moitié des Tibétains vivent donc hors des frontières de la RAT.
- Pékin est relié tous les jours à Lhasa par le train. Canton, Shanghai, Chengdu, Chongqing, Xi'an, Lanzhou et Xining sont reliés une fois tous les deux jours.
- Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie, Paris, Minuit, 1964, p. 152.
- 5. « De nombreux décideurs et employés dans le développement ont adopté une vue générique et mondialisée des pasteurs tibétains, dont le bétail serait excédentaire le résultat de "pratiques illogiques" et "arriérées" [...] Soutenus par un langage et un raisonnement scientifiques, les décideurs officiels utilisent le discours de la dégradation du sol comme un prétexte pour imposer des réparations technologiques qui ont pour résultat un contrôle social croissant », Ken Brauen, « Development and Enclosure in Pastoral Tibet Since the 1980s », Nomadic Peoples, 9, 1 et 2, 60 (ma traduction).
- Fin 2008, l'agence Chine nouvelle annonçait ainsi la sédentarisation en quatre ans de 90 % des 533 000 pasteurs nomades tibétains du Sichuan (« 470,000 Tibetan herds people in Sichuan to move into brick houses », 12 octobre 2008, http://eng.tibet.cn/ news/today/200810/t20081012 431903.htm).

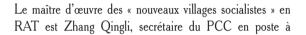
Des politiques nationales et régionales

Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, l'État chinois a démontré à plusieurs reprises sa volonté de remodeler le monde rural, comme par exemple lors du Grand bond en avant (1958-1960), par la création des équipes de production et des communes populaires. Les politiques de sédentarisation visant les nomades ont également été mises en place dès le II^e plan quinquennal (1958-1962) en Mongolie-Intérieure (7). Elles consistaient à transformer les pâturages en terres agricoles, et à diminuer sérieusement le cheptel (8).

En 2000 a été lancé le « Grand développement de l'ouest » (Xibu da kaifa, 2000), dont l'objectif est le développement industriel et structurel des zones rurales pauvres, allant du Guizhou à la Mongolie-Intérieure (9). Bien qu'il n'ait pas eu d'impact immédiat sur la structure sociale des campagnes, il en a préparé les changements ultérieurs (10). Par ailleurs, Hu Jintao a appelé de ses vœux dès 2002 une « société harmonieuse » pour réduire l'écart de niveau de vie entre urbains et ruraux, source potentielle de troubles sociaux (II). Trois ans plus tard, une directive de la Ve session plénière du XVIe Congrès du PCC a plaidé pour l'édification d'une « nouvelle ruralité socialiste (12) », orientation confirmée peu après lors de la « Conférence nationale de travail sur les politiques agricoles et rurales (13) ». Le XIe plan quinquennal (2006-2010) a prolongé cette orientation tout en établissant ces nouveaux villages comme une étape vers la « modernité » : « la construction de nouveaux villages socialistes est une mission historique majeure dans le processus de modernisation de la Chine (14) ». Si nous ignorons la réalité de la mise en application actuelle de ces politiques dans le reste de la Chine, elle bat son plein en RAT. À la suite d'un projet pilote de 2 000 maisons lancé à Tolung Dechen (municipalité de Lhasa) dès 2005, la politique a commencé à être appliquée officiellement et avec zèle dès l'année suivante. Or, la RAT se singularise du reste du pays par quatre facteurs : une ruralité de haute montagne, une très faible densité (3 habitants/km², contre 130 pour la Chine), un très faible taux d'urbanisme (13 % en RAT contre 31 % pour l'ensemble de la Chine en 2000), et la pratique de l'agriculture de haute montagne et de l'élevage pastoral. On ignore si ces différences ont été prises en compte en zone tibétaine. Cet empressement peut s'expliquer par la volonté, en haut lieu, de réduire rapidement l'écart de richesse particulièrement élevé entre villes et campagne en RAT⁽¹⁵⁾. Plus vraisemblablement, on peut penser que les dirigeants tibétains tendent à appliquer avec zèle les directives du gouvernement central, d'autant plus que leur loyauté a été mise en doute dès 1991 (16).

Ajoutons enfin que, sur le plan régional, le troisième « Forum de travail sur le Tibet » (Pékin) avait déjà entériné en 1994 des « projets de logement pour agriculteurs et pasteurs nécessiteux (17) ». D'autre part, 40 000 éleveurs avaient été sédentarisés entre 2001 et 2005 à Lhasa, Shigatse, Chamdo, Nagchu, Ngari et d'autres villes de niveau préfectoral (18). Les « nouveaux villages socialistes » semblent donc s'inscrire dans la poursuite de ces politiques régionales.

Quelques données chiffrées



- Voir par exemple David Sneath, Changing Inner Mongolia. Pastoral Mongolian Society and the Chinese State, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 84.
- Voir Uradyn E. Bulag, « Inner Mongolia. The Dialectics of Colonization and Ethnicity Building », in Morris Rossabi (éd..), Governing China's Multiethnic Frontiers, Seattle, University of Washington Press, 2004, p. 87 sq.
- Voir à ce sujet David S. Goodman, «The Politics of the West: Equality, nation-building and colonization », in Francois Godement (éd.), La Chine et son occident, Paris, IFRI, 2002, p. 23-55. Cet article est téléchargeable sur http://www.governance.qub.ac.uk/schools/ SchoolofLaw/Research/InstituteofGovernance/Publications/briefingpapers/Filetoupload, 47661.en.pdf
- 10. « La construction du Tibet fait partie de la stratégie de développement des régions occidentales. La préparation du développement des régions occidentales [...] a aussi créé des conditions favorables à la construction rurale du Tibet et a fourni des investissements complémentaires » (Anon, « Rural construction, the base of Tibet's anti-poverty. Rural Reconstruction: the Basis of Inscreasing [sic] Tibetan Farmers and Herdsmen's Income and of Fighting Poverty in Tibet (II) », China Tibetology, 2003, http://www.tibet.cn/english/zt/TibetologyMagazine/..%5CTibetologyMagazine/2003120053110105 1 htm)
- 11. Voir « Farmers' Self-decision Right inn [sic] New Countryside Construction. An Interview with Lu Xueyi, a Specialist on Rural Issues » (http://211.167.236.236/zt/magazine/200402007412143426.htm). Cette décision a donné lieu à la publication d'un document intitulé « Suggestions of the Party Central Committee and the State Council on Pushing ahead with the Construction of a New Socialist Countryside and Suggestions of the State Council on Solving Problems Relating to Farmer Laborers ».
- 12. Trade, Agriculture and Development, OECD, 2006, p. 156.
- Voir au sujet de la société harmonieuse le numéro spécial de Perspectives chinoises, n° 3, 2007.
- « Building socialist new villages », 30 septembre 2007, http://english.peopledaily. com.cn/90002/92169/92211/6275027.html.
- 15. Selon les statistiques officielles chinoises, ce différentiel était de 4:1 en 2007, contre 3,3:1 pour la moyenne nationale. Bien qu'en baisse par rapport à 2003 (4,8:1 et 2,7:1 respectivement), il avait augmenté entre 2006 et 2007. Source : « High cost, urban-rural imbalance obstacles to Tibet's future development: report », http://news.xinhuanet.com/english/2009-03/31/content_11105836.htm. Toutefois, l'écart de richesse au sein des villages emble avoir crû sensiblement. Ainsi, M. Goldstein et al., « "Going for Income" in Village Tibet. A Longitudinal Analysis of Change and Adaptation, 1997-2007 », Asian Survey, XLVIII, 3, mai-juin 2008, 527, montrent qu'en dix ans, dans les villages étudiés, l'écart entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres est passé de 1 à 8 à 1 à 12. Ainsi, même si l'écart se resserre entre villages et villes, les ruraux pauvres restent toujours désespérément pauvres.
- Voir R. Barnett, « Beyond the collaborator-martyr model », in Barry Sautman et June Teufel Dreyer (éd.), Contemporary Tibet: politics, development, and society in a disputed region, Londres, M.E. Sharpe, 2006, 48.
- « Most of Tibetan people have house property », 4 février 2009, http://eng.tibet.cn/ index/news/200902/t20090204_450731.htm.
- 18. « China's Tibet Fact and Figures. », art. cit.

Lhasa depuis novembre 2005. S'il parvient à mener son projet comme prévu, 50 % à 80 % des Tibétains ruraux de la RAT seront relogés ou déplacés sur la durée du XI^e plan quinquennal (2006-2010 ⁽¹⁹⁾). D'autres sources évoquent 100 % ⁽²⁰⁾. Même avec une fourchette basse de 50 %, cette politique signifie un bouleversement du tissu social rural, touchant la quasi-totalité des Tibétains de la RAT ⁽²¹⁾.

Officiellement, cette campagne est bien avancée : près de 900 000 personnes auraient déjà été relogées ou sédentarisées (290 000 en 2006, 280 000 en 2007 (22), 312 000 en 2008 (23)). Pour 2009, la prévision montait à environ 1,32 million de personnes, soit 220 000 foyers (24). La barre des 50 % de ruraux concernés en RAT devrait donc être dépassée un an avant la fin de l'objectif, ce qui signifie que les 80 % pourraient être atteints fin 2010.

Nous ignorons aujourd'hui si ces chiffres reflètent la réalité ou témoignent d'une des « familières pathologies bureaucratiques (25) » des fonctionnaires locaux, prompts à embellir les statistiques. Cependant, les nouveaux villages uniformes alignés le long des routes principales, bien visibles, drapeau rouge flottant au vent sur le toit, témoignent depuis plusieurs années de la progression rapide de cette politique.

Son coût global a été revu à la hausse au cours des ans. La somme totale engagée avoisine les 2,5 à 3,5 milliards de yuans par an ⁽²⁶⁾.Ce sont au moins 15 milliards de yuans qui seront dépensés au total pour remodeler le paysage rural, dont 80 % proviennent de fonds publics. Le gouvernement régional a pris une part croissante à ce budget : 390 millions de yuans en 2006, 465 millions en 2007, 680 millions en 2008 ⁽²⁷⁾ avec une prévision pour 2009 de 710 millions ⁽²⁸⁾. Les dirigeants de la RAT semblent déterminés à mener cette campagne à son terme.

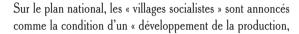
Les populations relogées et sédentarisées

Ces nouveaux villages concernent trois grands groupes: les populations fragiles (pauvres et malades (29)), les frontaliers et les autres ruraux (agriculteurs et éleveurs). Les paysans peuvent soit rénover leur maison, soit la détruire pour en reconstruire une à un endroit proche estimé plus approprié, en général le long d'une route, soit acheter un logement nouveau (30). Les éleveurs mobiles doivent se sédentariser dans de nouveaux logements après avoir vendu leur bétail.

Les seuls chiffres que nous possédions sur la répartition entre ces populations porte sur la période janvier-juin 2006. Les agriculteurs représentaient alors 55 % des individus concernés, les éleveurs 20 %, les indigents et malades 15 %

(respectivement 13 et 2 %) et les frontaliers 11 %. La prévision d'alors pour 2007 révélait un accroissement des agriculteurs (65 %) et une nette diminution des éleveurs concernés (8 %). Les autres catégories ne bougeaient guère. Ainsi, d'une optique sociale en 1994, on est passé à un remodelage global qui répond à d'autres objectifs que la simple réduction de la misère rurale (31).

Les « nouveaux villages socialistes »



- 19. « Party Chief Brings Tibet New Homes », China Daily, 15 mars 2007, http://www.china.org.cn/english/government/203051.htm et « China's Tibet Fact and Figures. People's Livelihood », 29 décembre 2006, http://en.tibet.cn/newfeature/ xzt_2006ssysj/xzt_2006ssysj_mshshbz/t20061229_194559.htm. Voir également Penkyi, « Comfortable housing and happy lives of Tibetan farmers and herders », China's Tibet, 19, 1, 2008, p. 4 sq.; « Tibet to allocate U\$\$ 62 MIn for low-cost housing », 22 mars 2008 http://en.chinagate.cn/development/2008-03/22/content_13294964.htm.
- Peut-être faut-il entendre 100 % des ruraux, puisqu'ils représentent environ 85 % de la population de la RAT.
- Les ruraux de la RAT sont Tibétains à 98 %. Les 2 % restants sont constitués de populations tibétaines et tibétophones (Sherpa, Mon, etc.).
- Voir par exemple « Population rises 180 pct in Tibet with lifespan up 31.5 yfears [sic] », 6 mai 2008, http://english.people.com.cn/90001/90776/90882/6405229.html et « Tibet to Allocate » (art. cit.).
- 23. « 310,000 Tibetan rural people to celebrate Tibetan Losar in new houses », 12 février 2009, http://eng.tibet.cn/index/photo/200902/t20090212_452148.htm. Ce chiffre est supérieur à la prévision initiale (52 000 foyers) fournie par « Tibet to Allocate » (art. cit.). Selon une autre source, la période 2006-2008 a vu la sédentarisation ou le relogement de 170 000 familles soit 860 000 individus (« Change of living conditions in Tibet », 20 février 2009, http://enq.tibet.cn/index/news/200902/t/20090220_453853.htm).
- « Tibet to bolster agricultural, animal husbandry in 2009 », 11 février 2009, http://eng.tibet.cn/news/today/200902/t20090211 451880.htm.
- James Scott, Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed, New Haven, Yale University Press, p. 263.
- 26. L'agence Xinhua annonçait en août 2008 que le cumul 2006-2007 se montait à 7 milliards de yuans, soit 3,5 milliards par an. Concernant la répartition entre bailleurs de fonds : en 2006, seule année renseignée, 58 % (1,44 milliard) provenaient du « public », 16 % (390 millions) étaient attribués par la RAT, 5 % (120 millions) venaient des autorités locales (préfectures et comtés), 3 % (75 millions) de « dons publics » et 18 % (400 millions) de prêts bancaires (Penkyi, « Comfortable housing and happy lives of Tibetan farmers and herders », art. cit.).
- 27. « Change of living conditions in Tibet », art. cit.
- 28. « Tibet to bolster », art. cit.
- 29. Personnes affectées de la maladie de Kashin-Beck ou « maladie des gros os », dont l'origine est encore mal connue, mais qui est parfois attribuée à une eau insalubre.
- 30. « Ceux [anciens sites d'habitation] qui possèdent un sol riche et de bonnes conditions d'irrigation sont utilisés comme terres cultivables, tandis que les terres moins adaptées sont transformées en terres forestières » (« Housing project brings tangible benefit », 4 août 2008, http://english.chinatibetnews.com/news/Society/2008-08/04/content_136086.htm). Le motif « écologique » de la reforestation figure donc également dans cette campagne, même s'il est peu mis en avant par les sources officielles consultées.
- 31. Pourtant, les ruraux tibétains sont parmi les plus pauvres de Chine : « Si l'on peut comparer les taux de pauvreté au niveau provincial, les taux de la RAT étaient plus élevés que ceux du Qinghai jusqu'en 1999, et vraisemblablement les plus élevés du pays », Andrew Fischer, State Growth and Social Exclusion in Tibet. Challenges of Recent Economic Growth, Oslo, Nias Press, 2005, p. 104.

Nouveaux villages, Kongpo, Préfecture de Nyingtri (Linchi en chinois), RAT. © Tous droits réservés.

une vie confortable, des coutumes rurales civilisées, une apparence nette et propre pour le village et une gestion publique démocratique (32) ». En RAT, quatre domaines sont plus particulièrement concernés.

Bien-être, hygiène et réorganisation spatiale

L'accès au confort pour tous est l'argument majeur : en effet, et en contradiction avec les annonces répétées de progrès matériels depuis la « libération » puis les « réformes démocratiques » du Tibet, la vie à la campagne tibétaine est loin de garantir l'accès aux services publics. A l'issue du projet, toutes les maisons en milieu rural devraient être raccordées à l'eau courante. Officiellement, seules 12 % l'étaient en 2000 et 61 % en 2008 (33). L'électricité sera assurée pour 90 % de la population, contre seulement 20 % des villages en 2003. Alors que la même année, un tiers des villages était desservi par une route, en 2010 ils devraient être 80 %. Pour mener cette politique d'extension des services, l'habitat doit être regroupé en des points stratégiques, notamment le long des routes. Cette méthode a pour but, entre autres, de réduire les coûts liés à la topographie et à la dispersion de l'habitat traditionnel. Ce type de démarche « bien intentionnée » est connu : on peut citer à titre d'exemple le cas de la « villagisation » de la Tanzanie dans les années 1970. Là, une politique similaire s'était soldée par un échec en raison de son fort coût social et humain, et des ruptures rapides qu'elle avait entraînées avec le mode de vie traditionnel (34).

Dans l'esprit des pouvoirs centraux, le regroupement des populations obéit aussi à un impératif d'hygiène et de santé. En effet, les villageois sont considérés comme sales et leurs villages insalubres, en raison de la cohabitation des humains et des bêtes : « le manque de planification dans la construction des maisons et des routes et l'environnement souillé ont un impact négatif sur les vêtements et l'attitude mentale des villageois (35) ». Sans doute, les autorités espèrent-elles, par ces transformations, l'adhésion à leur politique et l'émergence d'une nouvelle « vision du monde », grâce à la découverte par les ruraux de l'hygiène et du souci de soi.

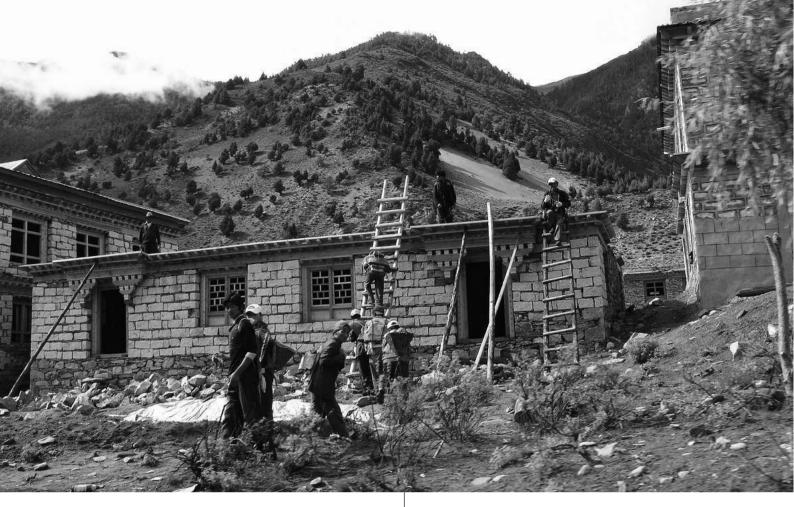
Enfin, les villages nouveaux tirés au cordeau satisfont l'esthétique officielle de l'« ultra-modernité (36) » en remédiant à la dispersion apparemment anarchique des fermes tibétaines. Cette mise en rapport de l'organisation spatiale humaine et de la rationalité ne manque pas d'évoquer les projets grandioses tels qu'en a connus l'Union soviétique ou l'Algérie à l'époque de la colonisation (37).



Sortir de l'autarcie économique

Les concepteurs du projet considèrent que l'accès à l'hygiène et aux services (routes, télécommunications, eau, électricité, téléphone) favorisera le changement de mentalité et développera l'esprit d'entreprise chez le paysan ou le nomade. Selon eux, les nomades ont une vie « primitive » et sont « prisonniers de concepts traditionnels, par exemple ils se satisfont de l'autosuffisance et ne savent pas gagner de l'argent en vendant leurs animaux (38) ». L'aune de la réussite de ce « pari » est que, en 2010, le revenu annuel moyen par individu grimpe à 3 580 yuans (39), contre 2 788 yuans en 2007 et 3 170 yuans en 2008 (40). Or, on peut déjà affirmer que, si ce but est atteint, cela ne sera pas seulement imputable à un nouveau cadre de vie ni à une nouvelle mentalité, mais à la poursuite d'une tendance attestée depuis plusieurs années. Ainsi, dans trois villages de RAT étudiés entre 1997 et 2007 (41), les revenus non agricoles étaient en croissance régulière et représentaient déjà en 2005 plus des deux tiers du revenu global, contre moins d'un tiers en 1997. Les paysans tibétains sont donc d'ores et déjà engagés dans une quête de revenus non agricoles, qui se reflète par une croissance de leur revenu global. Ce « changement important de paradigme (42) » n'est donc pas directement lié aux politiques actuelles, ni au développement de nouvelles attitudes entrepreneuriales, mais répond à un impératif de survie et à une adaptation aux nécessités : le cours des produits agricoles ti-

- 32. « Building socialist new villages », art cit.
- « China invests 953 mln yuans for safe drinking water in Tibet », 29 janvier 2009, http://eng.tibet.cn/index/news/200901/t20090129_449689.htm.
- 34. James Scott, Seeing Like a State, op. cit., p. 223 sq.
- 35. Anon, « Rural construction, the base of Tibet's anti-poverty », art. cit.
- 36. Scott caractérise cette esthétique par « la maîtrise de la nature (nature humaine incluse) et, surtout, par la conception rationnelle de l'ordre social, dans des proportions fondées sur la compréhension scientifique des lois naturelles » (James Scott, Seeing Like a State, op. cit., p. 4-5).
- J. Scott en donne de nombreuses illustrations. Voir également Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Le Déracinement, op. cit., p. 151 pour un plan du regroupement d'Aïn Aghbel en Algérie.
- « Northern Tibet grassland takes on new look », 19 mai 2009, http://eng. tibet.cn/news/today/200905/t20090519_477226_1.htm.
- 39. http://eng.tibet.cn/news/today/200901/t20090120_448675.htm.
- « 2008 : 312000 rural Tibetans to move into new houses », 5 janvier 2009, http://eng .tibet.cn/index/news/200901/t20090105_446552.htm.
- 41. M. Goldstein et al., « Going for Income », art. cit., p. 526-527.
- 42. Ibid., p. 517.



Construction d'une nouvelle maison, Kongpo, RAT. © Tous droits réservés.

bétains (orge, laine) n'a pas suivi la hausse des cours des biens de consommation courants, la part de terre exploitable par personne a diminué, le boom de la construction lié à la politique de développement des infrastructures en RAT a provoqué un besoin massif de main-d'œuvre non qualifiée. Si la majorité des emplois non-agricoles que les paysans tibétains exercent déjà sont non-qualifiés (embauche sur des chantiers pour la plupart), il existe bien sûr quelques cas où l'esprit d'entreprise est à la source de revenus conséquents, et la presse s'empresse de les relayer. Ainsi, Bu Norbu (Nagchu) a monté une coopérative de yaourt (43), Dawa Dondrub (Nyingtri) a lancé une florissante entreprise agro-alimentaire (ail, colza, noix, poivrons (44)) et Phuchung (Shigatse) a fondé en 2004 la première coopérative tibétaine horticole (45). On notera en passant que la première et la troisième entreprises sont des coopératives où prévaut le bien-être collectif de la communauté. Comme le demande Dawa (46):

Le cœur du bouddhisme est d'être compatissant. Mais si vous êtes pauvre, comment pouvez-vous aider autrui?

Toutefois, ces « *success stories* » sont rares. Elles ne doivent pas cacher les difficultés du plus grand nombre à s'adapter

aux nécessités d'une économie fondée sur la quête du profit et le développement d'entreprises agro-alimentaires. Les éleveurs ne semblent pas plus préparés : Le tableau idyllique peint par les publications officielles concernant les avantages qu'il y aurait à laisser faire les forces du marché ne s'applique que faiblement à la situation de la plupart des pasteurs tibétains. Ils continuent à produire comme par le passé, particulièrement en ce qui concerne la technologie, la composition des troupeaux et les pratiques d'abattage (47).

Sécurité aux frontières et contrôle des populations

Les documents consultés mentionnent rarement les « frontaliers », qui représentent pourtant un dixième des personnes

- « Northern rural Tibetans: New concept of life », 13 mai 2009, http://eng.tibet.cn/ news/today/200905/t20090513_476016.htm.
- « Native entrepreneur seeks to spread wealth in Tibet », 17 mars 2009, http://eng. tibet.cn/index/news/200903/t20090317_462327.htm.
- 45. *Ibid*
- 46. *Ibid*
- 47. Ken Bauer, « Development and Enclosure », art. cit., p. 59. On trouvera dans le rapport No-one has the Liberty to Refuse (op. cit., p. 68 sq.) des témoignages d'éleveurs de la région de Sershul (Sichuan) qui ont protesté contre l'ouverture d'abattoirs, au nom de principes bouddhiques.

concernées. Or, ce programme a ailleurs été appelé « revitalisation et enrichissement des zones frontalières (48) ». En 2009, les autorités de la RAT prévoyaient d'investir 1,6 milliard de yuans pour « le développement économique et social de ses zones frontalières » avec une importance particulière accordée au commerce, à l'environnement et à la sécurité (49). On rappellera que Zhang Qingli, avant son affectation en RAT, avait commandé le « Corps de production et de construction du Xinjiang », qui coordonne le défrichement et l'exploitation des terres dans cette région sensible du grand ouest chinois en alliant défense et intérêt économique :

[A]u cours de ses 45 années de développement, notre Corps a formé et entraîné des troupes d'exploitation et de défense dont les éléments [...] peuvent combattre et lutter avec opiniâtreté et avec acharnement, et peuvent triompher de des [sic] ennemis du pays. C'est ainsi que dans la grande exploitation de l'ouest, notre Corps pourra jouer un rôle exceptionnel dans l'édification économique, dans le renforcement de l'unité nationale et de la stabilité sociale et dans la consolidation de la défense frontalière ⁽⁵⁰⁾.

Une logique sécuritaire sous-jacente proche est probablement appliquée ici : dans cette région sensible et source de tourments pour le gouvernement chinois, les habitants désormais clairement localisés dans des unités villageoises régulières ne poseront plus de problème de surveillance et leurs allées et venues seront contrôlables. L'infiltration par des éléments extérieurs sera rendue difficile. Encore une fois, on peut établir un parallèle avec la colonisation de l'Algérie : 1845, le capitaine Richard recommandait le regroupement du peuple algérien :

[Qui] est partout et nulle part. L'essentiel est de nous le rendre saisissable. Quand nous le tiendrons, nous pourrons alors faire bien des choses qui nous sont impossibles aujourd'hui, et qui nous permettront peutêtre de nous emparer de son esprit après nous être emparés de son corps⁽⁵¹⁾.

Enfin, une des dimensions réitérées de cette campagne est l'implantation de cellules de « démocratie rurale », sous forme de « comité villageois ». Un rapport publié en 2003 préconisait de lier la construction rurale et l'accroissement du rôle des autorités locales du Parti communiste. Le comité local du Parti et le comité villageois devraient jouer un rôle précurseur et

central pour mobiliser les villageois afin qu'ils construisent leur pays (52).

Ainsi, le Parti dans les villages ne voit pas son rôle s'amenuiser, mais s'en retrouve renforcé. Par ailleurs, l'électricité pour tous permettra la pénétration des médias d'État dans tous les villages : « la télévision [...] est un moyen efficace pour changer leurs vieilles idées, pour élargir leur vision et pour réajuster leur comportement (53) ». Elle est également un moyen de bâtir la nation. Dans le cas du Tibet, s'ajoute en plus la nécessité de lutter contre les radios tibétaines écoutées sur des petits postes à piles, qui émettent depuis l'étranger (Radio Free Asia, Voice of America, Voice of Tibet).

Un avenir hypothétique

Une pauvreté accrue?

Les familles concernées doivent s'endetter fortement. En effet, une maison coûte en moyenne 60 000 yuans. Un fermier reçoit de la part du gouvernement régional 10 000 yuans; un pasteur 15 000; un pauvre 25 000 (54). Les gouvernements locaux fournissent aussi des aides. Si au total 20 % à 50 % sont financés par les autorités, 50 % à 80 % restent à la charge des individus (sauf dans le cas des très pauvres, aidés pour la plus grande partie). Cela signifie un endettement important (30 000 à 48 000 yuans) pour des foyers où le revenu individuel est d'à peine 3 000 yuans par an et où la thésaurisation est impossible. Le boom de la construction fournit certes aux ruraux non qualifiés de nombreuses opportunités d'embauche sur des chantiers, mais ce raisonnement n'est valable qu'à court terme : quand la campagne de la RAT aura été remodelée et les routes construites, la corne d'abondance de l'emploi non qualifié risque de s'épuiser. La logique voudrait que cet endettement massif oriente alors les ruraux vers des activités plus lucratives. Mais seuls 15 % des Tibétains ont un niveau scolaire supérieur au collège, le taux d'illettrisme tant en ville qu'à la

- 48. Penkyi, « Comfortable housing », art. cit.
- « Tibet to boost development of border areas », 25 mars 2009, http://eng. tibet.cn/news/today/200903/t20090325_464442.htm.
- Entretien de Zhang Qingli au Quotidien du peuple, 10 novembre 2002, http://french.peopledaily.com.cn/6281054.html. Sur le « Corps de production et de construction du Xinjiang », voir James D. Seymour, « Xinjiang's production and construction corps and the Sinification of Eastern Turkestan », Inner Asia, vol. 2, n° 2, 2000, p. 171-194.
- 51. Cité dans Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Le Déracinement, op. cit., p. 27.
- 52. Anon, « Rural construction », art. cit.
- 53. *Ibio*
- 54. « Party Chief Brings Tibet New Homes », art. cit.

campagne était de 45 % en 2001 (55) et la plupart des Tibétains n'ont qu'une très faible connaissance du chinois. Désarmés face à la concurrence de migrants plus adaptés, ils risquent de venir grossir les rangs des pauvres des villes.

Par ailleurs, un effet sans doute bien perçu par les autorités est que le haut niveau d'endettement risque de diminuer les dons aux monastères, souvent considérés comme foyers de nationalisme.

Bouleversement de l'habitus rural tibétain

P. Bourdieu et A. Sayad soulignent « l'interdépendance qui unit la structure de l'organisation de l'espace, la structure des groupes sociaux et le type de sociabilité (56) ». Le déracinement programmé en RAT va provoquer un bouleversement brusque du cadre de vie qui entraînera des restructurations et des ajustements des trajets, des rythmes, de la sociabilité, sans même parler du mode de vie. La conscience et la mémoire collectives, liées aux lieux et au territoire, seront également transformées. Pourtant, jamais il n'est fait officiellement référence à ces problèmes, ni à l'impact sur la vie religieuse quotidienne : comment ces nouveaux centres villageois organiseront-ils leur affiliation aux temples et monastères locaux, véritables fovers de la vie commune ? Comment rendra-t-on les cultes traditionnels aux divinités

La transition pour les éleveurs sera plus brutale encore, puisqu'ils passeront de la mobilité à l'immobilité (57). D'un point de vue han, cette sédentarisation est considérée comme un progrès vers la civilisation, comme en témoigne le titre d'un article publié dans la presse officielle, « Fin de l'errance (58) ». Mais pour les principaux intéressés, l'enracinement dans la sédentarité est au contraire un déracinement, une rupture brutale avec un mode de vie séculaire et une probable source de traumatismes.

Liberté ou coercition?

La question de la participation des populations concernées est rarement traitée, ou alors seulement pour préciser qu'il n'y a pas coercition (59). Ainsi des 7 000 éleveurs déplacés de la source du Yangtse et des douzaines de familles vivant sur la réserve de Hoh Xil:

la relocalisation est en accord avec la volonté des éleveurs, elle n'est pas forcée [...]. La plupart des nouvelles maisons sur les pâturages ont été construites où les agriculteurs et les éleveurs vivaient (60).

Or, Human Rights Watch affirme le contraire, avec de nombreux témoignages à l'appui (61). Et, selon R. Barnett, le projet de relocalisation et de sédentarisation en RAT est « encadré et forcé, sans les garde-fous normaux que sont le consensus et la consultation (62) ». Les quelques témoignages de réfugiés en France confirment que la coercition est la clé de la participation massive à ce projet. Et, même si la force n'est pas systématiquement employée, on peut au moins affirmer que cette campagne n'émane pas au premier chef des intéressés eux-mêmes.

Contrôle des hommes?

Comme le montre J. Scott, l'État cherche toujours à démonter et recomposer les sociétés qui lui sont « illisibles ». Elles sont en effet « un obstacle à une intervention efficace [...], que son but [...] soit le pillage ou le bien public (63) ». La ruralité tibétaine présente toutes les caractéristiques d'une telle société : éclatement, faible densité, apparente irrationalité de l'agencement spatial et forte altérité culturelle.

Comme cela a été évoqué en début d'article, des politiques de sédentarisation ont commencé par viser les éleveurs tibétains des provinces voisines de la RAT. Au prétexte de la protection de l'environnement, cette « forme émergente de gouvernance verte (64) » a permis d'appliquer de manière autoritaire des politiques de « migration écologique ». Ce fut aussi le moyen de contrôler des populations rétives ou qui échappaient à l'État, au prétexte inattaquable de la protection de l'environnement. En RAT, le contrôle s'opère non pas au nom de l'écologie, rarement invoquée, mais de celui du développement de l'esprit d'entreprise. On serait donc

- 55. Andrew Fischer, State Exclusion and Growth, op. cit., p. 64. Lhasa est la ville de Chine où le taux d'illettrisme urbain est un des plus élevés : 35,6 % en 2002, contre 5,7 % en moyenne nationale (ibid., p. 135).
- Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Le Déracinement, op. cit., p. 117.
- Peu de témoignages sur les effets de cette politique sur les éleveurs sont disponibles, ce qui pourrait indiquer l'existence de problèmes plus graves que pour les agriculteurs.
- « No longer roaming », 27 avril 2009, http://eng.tibet.cn/news/today/200904/ t20090427_472485.htm.
- 59. « Party Chief Brings Tibet New Homes », art. cit.
- « Tibet official: Displacement of herdsmen covers small population », 21 juin 2007, http://eng.tibet.cn/news/today/200801/t20080116_338088.htm.
- Human Rights Watch, 2007, No-one has the liberty to refuse. Tibetan Herders Forcibly Relocated in Gansu, Qinghai, Sichuan, and the Tibet Autonomous Region, téléchargeable sur http://www.hrw.org/reports/2007/tibet0607/.
- « China orders resettlement of thousands of Tibetans », 6 mai 2007, http://www.phayul.com/news/article.aspx?article=China+orders+resettlement+of+tho usands+of+Tibetans&id=16462
- James Scott, Seeing like a state, op. cit., p. 78.
- Emily Yeh, « Green governmentality and pastoralism in Western China: 'Converting pastures to grasslands' », Nomadic Peoples, 2005, Volume 9(1-2): 9-29, p. 9.

Village au bord de la route, Kongpo, RAT. © Tous droits réservés.

face à une « gouvernance par l'appât du gain ». En arrièreplan, il est probable que les autorités parient aussi sur la désaffection pour le religieux grâce à un certain enrichissement : selon *China's Tibet*, dans le village modèle de Tolung Dechen, « les fermiers et les éleveurs [...] améliorent la production avec enthousiasme, contribuant de tout leur cœur à la progression de leur propre style de vie, plutôt que de se contenter de prier Bouddha (65) ».

L'ampleur et les modalités de ce projet de transformation so-

ciale sont inédites au Tibet. On commence ici par réorgani-

Conclusion

ser au seul plan physique la campagne tibétaine dans le but de mettre fin au mode de vie autarcique et non consumériste des Tibétains, qui vont ainsi découvrir l'existence « saine et civilisée » de la quête du profit. Sous d'autres cieux, à une autre époque, une logique approchante avait été qualifiée d'« espérance illusoire » et de « représentation naïve de la réalité sociale et de la logique de sa transformation (66) ». La volonté de contrôler des populations rétives à l'inclusion dans la nation chinoise autoproclamée multiculturelle joue vraisemblablement un rôle dans cette politique. Toutefois, on ne peut pas exclure l'hypothèse que les gouvernants souhaitent sincèrement améliorer le sort des ruraux. Or, la RAT a déjà été témoin des écueils d'une telle politique, fondée certes sur un souci d'amélioration du quotidien, mais sans égard pour les conditions locales et les souhaits des intéressés. En effet, des techniciens avaient été envoyés de Chine dans les années 1980 puis 1990 pour former les Tibétains à la culture maraîchère sous serre. Cependant, on avait oublié de prendre en compte le fait que les fruits et les légumes jouent un rôle négligeable dans l'alimentation tibétaine, que le capital de départ nécessaire faisait défaut aux Tibétains et qu'enfin les paysans, comme tous les pratiquants d'une agriculture autarcique, cherchaient « la satisfaction, au moindre coût et au moindre risque, des besoins immédiats (67) ». Ils sont en effet éloignés de la figure de l'entrepreneur dont l'attitude consiste à « maximiser le profit au détriment de la sécurité (68) ». Au bout de quelques années, les paysans tibétains ont massivement loué ou vendu leurs serres aux techniciens et à leurs réseaux. La culture maraîchère florissante est depuis devenue un quasi-monopole des Hans dans la banlieue de Lhasa (69).

J. Scott a montré que, dans le monde entier, de tels projets étaient voués à l'échec lorsqu'ils étaient animés du souhait d'ordonner la nature et la société, lorsqu'ils émanaient d'une idéologie d'ultra-modernité et d'un État autoritaire prêt à



employer des méthodes coercitives et lorsque la société civile était incapable d'opposer une résistance (70). Le cas des « nouveaux villages socialistes » en RAT remplit ces quatre conditions, plus encore qu'ailleurs en Chine, puisque le moindre signe d'opposition à la politique du gouvernement central y est interprété comme reflétant des tentations séparatistes, rendant la société civile plus « prostrée » qu'ailleurs en Chine.

Une politique ciblée de formation professionnelle pourrait permettre d'accompagner les ruraux tibétains dans la nouvelle trajectoire qui leur est imposée. Or, avec une carence avérée d'établissements d'enseignement professionnel en RAT, cette voie ne semble pas être explorée (71). Des campagnes de formation sont bien menées : ainsi, 33 000 agriculteurs et pasteurs, à l'initiative du Département pour l'agriculture et l'élevage de Lhasa, ont assisté en 2008 à des cours sur « la culture scientifique, les méthodes de culture dans 60 domaines tels que les céréales, les légumes, l'élevage de volaille et l'utilisation de machines agricoles, etc. (72) ». Nulle mention n'a été faite de la durée du stage, ni de la prise en compte du savoir villageois (souvent négligé par les « experts »), et encore moins des difficultés qu'ont dû rencontrer les éducateurs face à une population peu éduquée. On a annoncé que, à l'issue de la formation, 94,9 % des stagiaires avaient réussi l'examen, taux qui ne peut qu'éveiller la suspicion. Par ailleurs, 87,7 % des stagiaires auraient trouvé du travail : or, l'enquête de M. Goldstein a montré que, dans 90 % des familles rurales de son échantillon, une personne au moins est déjà engagée dans la quête de revenus non agricoles dès 2003 (73). Le taux annoncé (87,7 % de ruraux employés dans le secteur non agricole) ne

- 65. Penkyi, « Comfortable housing and happy lives of Tibetan farmers and herders », art. cit.
- 66. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Le Déracinement, op. cit., p. 168-169.
- 67. Ibid.., p. 165.
- 68. *Ibid.*, p. 176.
- 69. Voir Emily Yeh, « Property Relations in Tibet Since Decollectivisation and the Question of Fuzziness », Conservation and Society, vol. 2, n°1, 2004, p. 107-131. Voir aussi, du même auteur, Taming the Tibetan Landscape. Chinese Development and the Transformation of Agriculture, University of California, Ph. D. dissertation, 2003.
- 70. James Scott, Seeing like a state, op. cit., p. 4-5, 88.
- 71. Andrew Fischer, State Growth and Exclusion, op. cit. p. 64-68.
- « 29017 farmers and herdsmen employed after training in Lhasa », 6 janvier 2009, http://eng.tibet.cn/index/photo/200901/t20090106_446615.htm.
- 73. Goldstein et al., « Going for Income », art. cit., p. 531.

reflète peut-être qu'une situation déjà répandue en milieu rural et non un signe des effets positifs de ce stage. Enfin, cette formation n'a coûté que 315 yuans par personne et les classes de stagiaires comptaient 120 personnes. On peut émettre des doutes sur l'étendue et l'efficacité des savoirs transmis. De la même manière, l'impact d'une formation annoncée en 2009 touchant 12 000 paysans pauvres et destinée à rendre « la culture de légumes et l'élevage plus efficaces » est à relativiser : le coût total annoncé de cinq millions de yuans ne représente en fait que 415 yuans par personne (74). Par ailleurs, on peut s'étonner de la dernière annonce de formation qui montre des ruraux tibétains en survêtement uniforme répéter des « danses ethniques » pour les touristes (75).

Outre qu'elle va entraîner une perte rapide des repères spatiaux et historiques, cette politique exige des intéressés une capacité d'adaptation extraordinaire et nie l'expertise empirique et fluide d'une ruralité radicalement autre (la métis décrite par Scott). Elle risque d'être source de « commotion violente et brutale (76) » plus que de bien-être pour la ruralité tibétaine.

^{74. «} Tibet to step up poverty alleviation, agricultural development » http://eng.tibet.cn/ news/today/200905/t20090502_473583.htm.

[«] Skills training benefits farmers and herdsmen », 19 mai 2009, http://eng.tibet.cn/ news/today/200905/t20090519_477032.htm.

^{76.} Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, Le Déracinement, op. cit., p. 46.